

DANS LA RUE **pour nos retraites** **SAMEDI 29 MARS !**

Le gouvernement veut continuer à s'attaquer à nos retraites.

Un bilan désastreux

Les "réformes" ont débuté en 1993 avec les mesures Balladur contre les salariés du privé. Elle se sont poursuivies par les accords de 1996 sur les retraites complémentaires, en 2003 contre les fonctionnaires et en 2007 contre les salariés des régimes spéciaux. Toutes ces mesures ont un point commun : faire baisser, le taux de remplacement, c'est-à-dire le niveau des pensions par rapport aux salaires.

Depuis 1994, pour les salariés du secteur privé, ces mesures entraînent, selon le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC), une baisse du pouvoir d'achat de la retraite du régime général de 0,3 % par an et 0,6 % par an de la retraite complémentaire, celui de la retraite des fonctionnaires baissant de 0,5 % par an. Ces baisses devraient se poursuivre dans le futur et le décrochage par rapport aux salaires s'accroître. Alors que la pension moyenne représente aujourd'hui 72 % du salaire moyen, elle ne sera plus, selon le Conseil d'orientation des retraites (COR) que de 65 % en 2020 et de 59 % en 2050.

Ces mesures, qui touchent tous les salariés, ont frappé en premier lieu les personnes aux carrières hachées. Les femmes, qui ont déjà des pensions en moyenne inférieures de 40% aux hommes, sont particulièrement touchées par l'allongement de la durée de cotisation et par les effets très pénalisants de la décote. A ce jour, seulement 39% des femmes retraitées ont pu valider 37,5 ans contre 85 % des hommes. Sont touchés d'une manière générale les chômeurs, précaires, petits boulots, temps partiels, et les jeunes générations qui débutent plus tard dans la vie active.

Programmation de la régression sociale

Le gouvernement ne compte pas s'arrêter en si bonne voie. Il prévoit d'augmenter encore la durée de cotisation dès le premier semestre 2008.

Celle-ci ne cesserait d'ailleurs jamais de croître puisqu'il est prévu que les deux tiers des gains d'espéran-

ce de vie à 60 ans soient transformés en allongement de la durée de cotisation. Le Medef a d'ailleurs annoncé la couleur puisqu'il veut porter celle-ci à 45 ans.

Il s'agirait d'une rupture historique. Pour la première fois, l'augmentation de la durée de la vie ne profiterait pas aux salariés qui seraient obligés de travailler plus longtemps.

Imposer des solutions alternatives

Contrairement à ce que le gouvernement et le Medef essaient de nous faire croire, il est possible de financer nos retraites. Pour maintenir le niveau des pensions par rapport aux salaires, il faudrait, selon le rapport de 2001 du COR, une augmentation de 15 points du taux de cotisation à l'horizon 2040, soit 0,37 point par an. Il est difficile de croire qu'une telle augmentation des cotisations patronales, qui pourrait être effectuée par une légère baisse des dividendes versés aux actionnaires, pourrait mettre toute l'économie à terre.

De plus, comme le note le rapport de janvier 2007 du COR, qui s'appuie sur les dernières projections de l'INSEE, les perspectives démographiques se sont notablement améliorées depuis les précédentes estimations. Les besoins de financement en seront donc diminués d'autant. On le voit, le catastrophisme n'est pas de rigueur. Il l'est d'autant moins que les profits des entreprises explosent et avec eux les dividendes versés aux actionnaires.

Se mobiliser dans la durée !

Si nous voulons éviter la régression sociale et imposer des solutions alternatives, il faut aujourd'hui obliger le gouvernement à revoir sa copie. Il faut créer les rapports de forces nécessaires et faire preuve de la plus grande détermination.

Le 29 mars auront lieu dans toute la France des manifestations unitaires pour nos retraites. Ces manifestations doivent être un succès. Mais il ne faudra pas en rester là. Elles doivent être le point de départ d'un processus de mobilisation qui permette de faire reculer le gouvernement. Il est de la responsabilité des organisations syndicales de le proposer aux salariés.